



# priorités Budget 2009

# 20 Les priorités budgétaires en 2009 09



**P**our la première fois dans l'histoire de nos finances publiques, le projet de budget 2009 s'inscrit dans une perspective pluriannuelle. Je salue cette réforme, longtemps attendue. Elle donne aux objectifs et aux moyens de l'action gouvernementale une visibilité indispensable.

Le projet de budget 2009 permet de conforter dans la durée la mission principale du ministère de l'Intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales : la protection des Français, de leur sécurité personnelle, de leurs biens, de leurs libertés, en toutes circonstances sur tous les territoires de la République, en métropole comme outre-mer.

Le projet de loi sur la gendarmerie nationale, comme le projet de LOPPSI que j'aurai l'honneur de présenter prochainement au Parlement réaffirment cette priorité.

Avec la protection de nos concitoyens, deux autres priorités dessinent ce projet de budget.

- L'impulsion d'un nouveau développement économique outre-mer avec un effort pour la compétitivité de chaque département dans ses secteurs porteurs spécifiques et la dynamisation du logement social. L'accroissement des moyens financiers réservés à l'outre-mer concrétise les engagements du gouvernement au profit de nos compatriotes ultra-marins.

- La rénovation des relations entre l'Etat et les collectivités territoriales. La fiscalité locale, à force de décisions trop souvent reportées, conduit à des incohérences sociales et économiques. Un quart de siècle après le début de la décentralisation et dans le contexte général de nos finances publiques, une remise à plat financière et fiscale s'impose.

Dans toutes ses missions, le ministère doit respecter les objectifs fixés et renforcer sa performance. 2009 marquera une étape importante, avec en particulier :

- l'intégration complète de la gendarmerie nationale au ministère, en plein respect avec le statut militaire des personnels ;

- la création de la délégation générale à l'outre-mer ;

- la restructuration de l'administration territoriale, qui constitue une contribution significative à la mise en œuvre d'un nouvel Etat territorial en mesure d'exercer pleinement ses missions, notamment au profit des populations et des territoires les plus fragiles ;

- la mise en œuvre des passeports biométriques et des nouvelles cartes grises.

Ces rendez-vous nécessiteront la mobilisation de tous les services et de tous les personnels du ministère. Les réformes que j'ai conduites depuis mai 2007, notamment dans l'administration centrale, m'ont pleinement rassurée sur leur réactivité, leur professionnalisme et leur rigueur. Ces qualités devront être confortées lors des étapes qui nous attendent.

Conformément au principe selon lequel il n'y a pas de réforme sans coût, j'ai veillé à ce que le projet de budget permette de répondre à ces défis, en cohérence avec le contexte général des finances publiques.

Ainsi, le projet de budget 2009 reflète les ambitions que je porte pour les hommes et les femmes du ministère et, à travers leurs actions, pour les Français et pour la France.

  
Michèle ALLIOT-MARIE

## Budget 2009 :

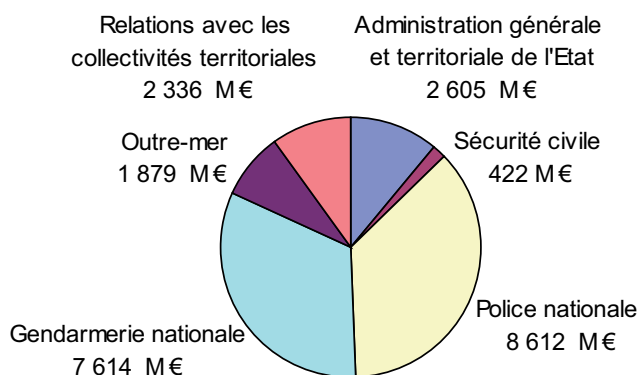
### Au coeur de la modernisation de l'Etat

1

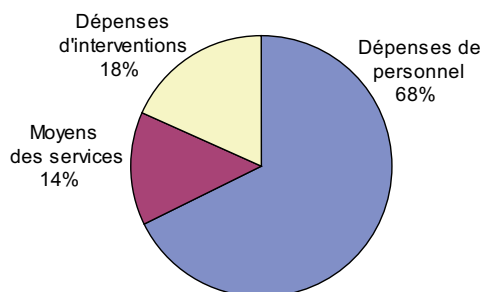
*En 2009, les cinq missions relevant du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales disposeront de 23,5 Md € pour atteindre leurs objectifs.*

#### BUDGET 2009 : LES CHIFFRES CLEFS

**Répartition du Budget 2009  
(en millions d'euros)**



**Répartition du Budget 2009  
par catégorie de dépenses (en %)**



#### LA REVISION GENERALE DES POLITIQUES PUBLIQUES (RGPP) AU MINISTERE DE L'INTERIEUR

Les Conseils de modernisation des politiques publiques successifs ont arrêté une liste de trente réformes directement pilotées par le MIOMCT et déclinées en 47 mesures. Leur mise en

œuvre est coordonnée dans le cadre d'un comité de pilotage rassemblant, sous la présidence de la Secrétaire générale du ministère, tous les responsables de programmes concernés, ainsi que les membres de l'inspection générale des finances et de l'inspection générale de l'administration ayant conduit les travaux d'audit de la RGPP, et des représentants du ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique.

#### ■ Les préfectures et l'administration centrale du ministère

- rationalisation du processus de délivrance des titres (CNI, passeports, cartes grises) dans un triple objectif : lutter contre la fraude, améliorer le service à l'utilisateur, permettre des gains de productivité ;
- allègement et centralisation en préfecture du contrôle de légalité, recentré sur les actes aux enjeux les plus importants ;
- amélioration de la performance des fonctions support en administration centrale, dans les préfectures et les sous-préfectures ;
- évolution du rôle des sous-préfectures ;
- engagement d'une concertation sur la dématérialisation de la propagande électorale.





## Budget 2009 :

### Au coeur de la modernisation de l'Etat

2

#### ■ *La police, la gendarmerie et la sécurité civile*

- transfert de la gendarmerie nationale sous l'autorité organique et fonctionnelle du ministre de l'intérieur, dans le respect du statut militaire des gendarmes ;
- développement de la mutualisation entre la police et la gendarmerie et optimisation de leurs fonctions d'appui ;
- maintien du potentiel opérationnel de la police et de la gendarmerie par allègement des activités périphériques et indues, renforcement des emplois administratifs, techniques et scientifiques assumés par des personnels spécialisés ;
- adaptation de la répartition territoriale des forces de sécurité aux évolutions de la délinquance ;
- redéfinition des implantations en matière de formation ;
- amélioration de la coordination des forces de police en région parisienne, notamment en matière de sécurité routière ;
- recentrage des forces mobiles sur les missions d'ordre public et déploiement des unités

territoriales et des compagnies de sécurisation ;

- amélioration de l'efficacité de la politique de sécurité routière au profit du réseau routier secondaire ;

- rationalisation des fonctions supports et de l'implantation des bases d'hélicoptères de la gendarmerie et de la sécurité civile, en liaison avec l'implantation des hélicoptères des SAMU, pour assurer une plus grande réactivité et une meilleure utilisation du matériel.

#### ■ *Outre-mer*

- remplacement des deux directions de l'administration centrale par la création d'une délégation générale recentrée sur des actions à forte valeur ajoutée, en particulier l'évaluation des politiques publiques outre-mer ;
- mise en œuvre de la loi de développement économique ;
- réexamen de certains dispositifs applicables aux fonctionnaires outre-mer.



# Préfectures, administration centrale :

## Mieux piloter, mieux gérer

3

*Réorganiser l'administration territoriale ; assurer une délivrance des titres plus rapide, plus sûre et plus proche ; renforcer la capacité d'anticipation, d'expertise et de pilotage de l'administration centrale ; valoriser les compétences et les résultats de chaque agent du ministère.*

### VERS UN NOUVEAU MODÈLE D'ADMINISTRATION TERRITORIALE

L'administration territoriale de l'Etat, sous l'autorité renforcée des préfets de région, se restructurera en profondeur. Dans les départements, les services de l'Etat, rassemblés autour des préfets, seront organisés en fonction des principales attentes des citoyens : veiller au respect des lois et des libertés publiques, assurer la sécurité des citoyens, garantir un développement des territoires respectueux de l'environnement, assurer la protection des populations, garantir la cohésion sociale, organiser l'offre éducative, et enfin assurer la gestion financière et fiscale.

Parallèlement à la centralisation du contrôle de légalité en préfectures, le réseau des sous-préfectures sera adapté, avec le souci de maintenir la présence et la permanence de l'Etat tout particulièrement au profit des populations et des territoires les plus fragiles. Ces évolutions seront menées, sur la base des propositions des préfets de région, dans un esprit de concertation et de respect des territoires.

L'extension à la région Midi-Pyrénées de l'expérience OSE menée dans le Lot en 2008, décidée par le Président de la République, permettra, grâce à la fongibilité des crédits de fonctionnement des services départementaux de l'Etat, une gestion plus économe et plus efficace. D'autres formes de mutualisation, d'initiative locale, seront également mises en œuvre.

Enfin, les préfectures de deux régions – Pays-de-la-Loire et Haute-Normandie – expérimenteront à partir de janvier 2009 le futur système d'information comptable et financier Chorus, préfigurant ainsi la réorganisation des fonctions financières de l'Etat.

### ➤ Une délivrance des titres plus sûre, plus rapide et plus proche

Les projets de système d'immatriculation à vie des véhicules (SIV) et les nouveaux titres d'identité sécurisés, notamment les passeports, seront déployés en 2009, grâce à la montée en puissance de l'agence nationale des titres sécurisés (ANTS). Ils répondent à trois objectifs communs : simplification, rationalisation, sécurisation.

Pour les titres d'identité, des stations d'enregistrement implantées dans 2000 communes permettront l'enregistrement des demandes, avant l'acheminement des titres au domicile des demandeurs. Le SIV contribuera à simplifier les démarches des usagers et des professionnels par le développement des télétransmissions, à sécuriser la production des titres et à contribuer à la sécurité routière par une meilleure traçabilité des véhicules. Il sera déployé par étapes à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2009.





## Préfectures, administration centrale :

### Mieux piloter, mieux gérer

4

#### ➔ *Une administration centrale recomposée pour un pilotage renforcé*

Grâce à la réforme de son administration centrale, le ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales donnera une visibilité et une efficacité renouvelées à ses fonctions de pilotage.

Avec la création de la délégation à la prospective et à la stratégie et celle de la direction de la planification de sécurité nationale, accompagnée de la désignation de la Secrétaire générale comme haut-fonctionnaire de défense, le ministère amplifie sa capacité d'anticipation, de prévention et de préparation des crises de toute nature.

L'installation du directeur général de la gendarmerie nationale et de son état-major dans le pôle « Beauvau » garantira au Ministre une réactivité parfaitement coordonnée des services de sécurité.

La mise en place, au 1<sup>er</sup> septembre 2008, de la délégation générale à l'outre-mer, en remplacement des deux directions, redessine entièrement les services de l'ancien ministère de l'outre-mer autour de quatre missions stratégiques : l'animation et la coordination des politiques conduites outre-mer par les différentes administrations ; le maintien d'une expertise juridique et institutionnelle de haut niveau ; le suivi des dépenses publiques ; l'évaluation des actions publiques menées outre-mer.

La réforme de l'organisation de l'administration centrale du ministère comporte un volet immobilier significatif qui sera mis en oeuvre en 2009. Il s'inscrit dans le cadre du nouveau schéma pluriannuel stratégique immobilier (SPSI) - présenté en mai 2008 au conseil de l'immobilier de l'Etat - qui prévoit une rationalisation des implantations du ministère.

Un centre de coordination interministériel de crise sera mis en place mi-2009, pour apporter au Ministre un outil moderne de niveau stratégique pour la coordination interministérielle des crises de portée nationale, conformément aux orientations du livre blanc sur la défense et la sécurité nationale.

#### ➔ *Un effort dans la durée au profit des fonctionnaires du ministère*

En contrepartie d'un effort accru de réduction des effectifs, le ministère bénéficiera en 2009 d'une enveloppe de mesures salariales équivalente à l'économie tirée de la diminution de 733 emplois dans le périmètre de la mission.

Le plan de requalification, adossé à la fusion des corps mise en oeuvre depuis deux années, sera poursuivi, avec 1 100 promotions supplémentaires. En matière indemnitaire, un accent particulier sera mis sur la prise en compte des résultats individuels et collectifs dans la rémunération des agents.

Enfin, l'accent sur la formation, l'individualisation des parcours, la prise en compte de l'adéquation profil/poste, permettront à chacun des agents du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales de pleinement valoriser ses compétences au service de nos concitoyens.



*Donner un nouvel élan au développement économique de l'outre-mer ; apporter un appui soutenu aux collectivités d'outre-mer ; renforcer l'effort en faveur du logement social ; assurer la cohérence et l'évaluation des politiques publiques outre-mer.*

#### UN PROJET DE LOI POUR UN NOUVEL ÉLAN POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE L'OUTRE-MER

Adopté en conseil des ministres le 28 juillet, le projet de loi pour le développement économique de l'outre-mer met en œuvre le projet présidentiel de créer les conditions d'un développement économique endogène. Il prévoit la mise en place de dispositifs nouveaux au travers des zones franches d'activités dans des secteurs choisis par chaque département<sup>(1)</sup> et donc spécifiques à chaque environnement économique. Il crée aussi des dispositifs d'aide au fret.

Une part du bénéfice des abattements fiscaux est subordonnée, pour les entreprises bénéficiaires, à la réalisation d'investissements de formation professionnelle au profit de leurs personnels. La mobilité des personnes et en particulier des jeunes en formation est réaffirmée par l'Etat, en complément des financements attendus des régions et collectivités d'outre-mer.

Un fonds exceptionnel d'investissement est créé par le projet de loi pour accompagner la construction d'équipements collectifs structurants dans les territoires et les collectivités territoriales. Il souligne l'engagement gouvernemental de poursuivre le rattrapage d'investissements, notamment en matière d'assainissement et de services d'intérêt général, qui font défaut aux territoires d'outre-mer et aux collectivités d'outre-mer.

#### UN APPUI SOUTENU AUX COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

L'Etat continue de soutenir le développement économique des territoires et de leurs communes, en particulier leur capacité d'investissement. Il les accompagne et leur permet d'assumer les compétences particulières qui leur ont été transférées. Ce soutien est même renforcé, en particulier pour les aides à la reconversion de l'économie polynésienne dont les crédits progressent de plus de 7%.

#### UNE PRIORITÉ CLAIRE EN FAVEUR DU LOGEMENT

Le PLF 2009 effectue un effort significatif de consolidation des crédits consacrés au logement outre-mer (+ 9 %), ce qui va permettre de mettre en place un plan de relance du logement social. Cet effort devra, pour être pleinement efficace, être relayé par tous : collectivités territoriales, constructeurs et opérateurs, organismes prêteurs. Un effort particulier sera également déployé en faveur de l'accession à la propriété. Ces moyens seront mobilisés progressivement et dans la durée, de façon à éviter les à-coups dans le rythme





de production et à donner à tous les acteurs la visibilité indispensable.

Cet effort budgétaire est accompagné par la création d'une nouvelle mesure fiscale inédite en faveur du logement des plus défavorisés. Il s'agit de réorienter la défiscalisation vers la construction de logements sociaux. Près de 80% des ultra-marins sont éligibles à un logement social. Compte tenu des objectifs fixés par la loi dite DALO (droit au logement opposable) de construction de 5400 logements par an, les investisseurs et opérateurs du logement social doivent être incités à investir et apporter ainsi des financements autres que budgétaires.

La réforme opère ainsi deux changements majeurs : d'une part, elle réoriente à terme la défiscalisation du logement à l'impôt sur le revenu au profit du logement social, en prévoyant un plafond de loyer conforme aux critères du logement social. D'autre part, elle fait passer la défiscalisation du logement d'un mécanisme patrimonial à un mécanisme d'investissements productifs pour accentuer la construction du parc.

## UN PÉRIMÈTRE BUDGÉTAIRE ÉLARGI POUR UNE MEILLEURE COHÉRENCE INTERMINISTÉRIELLE

Les moyens de la mission outre-mer sont en progression significative par rapport à l'an dernier. Cette évolution correspond à l'élargissement aux moyens nouveaux prévus au projet de loi de développement économique de l'outre-mer. Elle correspond également à l'élargissement du périmètre de la mission, avec l'intégration des crédits de tous les contrats de développement des collectivités d'outre-mer : Nouvelle-Calédonie, Polynésie Française, Wallis-et-Futuna, Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon. Le pilotage de ces crédits, et leur articulation avec les autres concours, notamment les fonds européens, en sera amélioré. Ces moyens désormais coordonnés par le ministère en charge de l'outre-mer, permettront de conforter l'action du gouvernement autour de priorités clairement affichées, et donc de rendre plus lisible son action au profit de nos compatriotes d'outre-mer.

(1) *La Réunion : tourisme, agro-nutrition, énergies renouvelables ; Guadeloupe, Martinique : tourisme, environnement, énergies renouvelables ; tous secteurs pour la Guyane ; recherche et développement ou technologies de l'information et de la communication pour la Réunion, la Guadeloupe et la Martinique.*





## Relations avec les collectivités territoriales :

poursuivre l'effort de maîtrise des finances publiques, renforcer la solidarité, rénover la fiscalité locale

7

*Le projet de loi de finances pour 2009 met en œuvre le partenariat de confiance souhaité par le Gouvernement entre l'Etat et les collectivités territoriales. Dans le domaine financier, ce partenariat poursuit trois objectifs :*

- associer les collectivités territoriales à l'effort d'assainissement de nos finances publiques
- renforcer la solidarité au bénéfice des collectivités territoriales les plus défavorisées
- rénover la fiscalité locale

### REDRESSER LES FINANCES PUBLIQUES

Le Gouvernement a engagé un programme ambitieux de redressement des finances publiques. Dans un contexte budgétaire tendu, il est essentiel que les collectivités territoriales soient associées à cet effort. Leur participation à l'assainissement de nos finances publiques est d'autant plus importante que l'effort financier vers les collectivités territoriales représentera au total 75,5 milliards d'euros en 2009, soit 21,5 % du budget de l'Etat.

L'année 2009 marque ainsi une évolution majeure. Désormais, c'est l'ensemble des dotations aux collectivités territoriales qui évoluera

comme l'inflation, norme que s'impose l'Etat pour son propre budget.

### RENFORCER LA SOLIDARITE

A compter de 2009, la dotation globale de fonctionnement (DGF) progressera comme l'inflation prévisionnelle, soit 2 % en 2009 (+800 millions d'euros). Cette augmentation permettra notamment de financer l'augmentation de population qui résulte de la procédure de recensement renouvelé prévue par la loi du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité.

L'indexation de la DGF permettra également de garantir une augmentation de 70 millions d'euros pour la **dotation de solidarité urbaine (DSU)**. Afin de renforcer l'efficacité de cette dotation, Madame Michèle Alliot-Marie a proposé d'en resserrer l'éligibilité sur les villes les plus en difficulté : à compter de 2009, seule une ville de plus de 10 000 habitants sur deux sera éligible, contre trois sur quatre auparavant. Les critères de la DSU seront également réformés, pour mieux cibler les villes pauvres accueillant une population pauvre.

En complément de la DSU, qui est libre d'emploi, Madame Michèle Alliot-Marie a souhaité créer une **dotation de développement urbain** dotée de 50 millions d'euros par an. Cette nouvelle dotation soutiendra en priorité des projets d'investissement dans les quartiers des 100 villes les plus défavorisées. Elle doit permettre à ces collectivités de rattraper leur retard en termes d'équipement et de service public.



## Relations avec les collectivités territoriales :

### poursuivre l'effort de maîtrise des finances publiques, renforcer la solidarité, rénover la fiscalité locale

8

Dans le respect des objectifs définis par le Comité interministériel des villes, cette dotation sera mise en oeuvre par une convention entre le préfet de département et le maire des villes éligibles, fixant le montant de l'attribution, les objectifs à atteindre et les critères d'évaluation.

Pour accompagner les communes concernées par les **restructurations de la Défense**, une dotation particulière, dotée de 5 millions d'euros en 2009, est créée. Elle concerne les communes qui devront faire face à des difficultés financières structurelles.

Enfin, Madame Michèle Alliot-Marie a proposé de mettre à l'étude une **réforme du fonds de compensation pour la TVA (FCTVA)**. La réforme aura pour objectif d'améliorer la lisibilité de cette dotation, afin de faciliter la politique locale d'investissement. Elle devra également améliorer la prévisibilité du FCTVA, tant pour les collectivités territoriales que pour le budget de l'Etat. Une large concertation sera ouverte sans délai avec les associations d'élus.

## PREPARER LA REFORME DE LA FISCALITE LOCALE

Le Gouvernement a retenu deux chantiers prioritaires pour la réforme de la fiscalité locale.

Le premier chantier est celui de l'**actualisation des valeurs locatives**, devenues obsolètes depuis les dernières révisions opérées en 1970 pour les propriétés bâties et en 1961 pour les propriétés non bâties. Tant les élus locaux que les contribuables dénoncent régulièrement l'archaïsme et la complexité des modalités de détermination des valeurs locatives, sources d'inégalités entre les contribuables.

La première piste consisterait en un basculement à la valeur vénale au fur et à mesure des mutations,

méthode qui présente l'avantage de la lisibilité et de l'équité. La seconde piste consisterait à maintenir la valeur locative cadastrale comme base de la fiscalité locale, mais en améliorant les règles qui gouvernent son évolution et en laissant davantage de marges de manœuvre aux élus locaux.

En concertation avec un groupe de travail réunissant les représentants des collectivités territoriales, cette réforme sera menée conjointement par Madame Lagarde, ministre de l'économie, des finances et de l'emploi, et Madame Alliot-Marie, d'ici la fin de l'année 2008.

Le second chantier est celui de la **taxe professionnelle**. Assise à 80% sur les investissements, cette taxe nuit à l'attractivité de notre territoire. Sa réforme doit permettre de renforcer la compétitivité des entreprises, notamment industrielles, sur le territoire national. Cette réforme tiendra naturellement compte de l'autonomie financière des collectivités locales, constitutionnellement garantie depuis la loi organique de 2003.

La mise en œuvre de ces projets s'intégrera dans la réflexion générale sur les structures territoriales.

### Vers un dialogue renforcé

La Conférence nationale des exécutifs, présidée par le Premier ministre, a réuni à deux reprises les grandes associations d'élus et permis aux collectivités locales d'être davantage impliquées dans le pilotage des politiques publiques. Elle est le lieu de débat avec les collectivités territoriales pour mener la réforme de la fiscalité locale. Elle examine également les pistes de réforme pour clarifier les compétences des collectivités territoriales. Elle s'attache à définir un diagnostic partagé et un pilotage conjoint entre l'Etat et les collectivités territoriales pour nos finances publiques.

Le dialogue entre Etat et collectivités territoriales a également été renforcé grâce à la mise en place par Mme Alliot-Marie de la Commission Consultative d'Evaluation des Normes (CCEN) en 2008. Cette Commission garantira une meilleure association des collectivités territoriales à l'élaboration des normes qui les concernent.



## Sécurité civile :

### Placer la protection de la population au coeur de la sécurité nationale

9

*Protéger la population face aux crises de grande ampleur; développer les moyens de prévention et de lutte contre les différentes formes de menace NRBC ; accentuer la mutualisation des moyens de communication de l'ensemble des acteurs concourant aux missions de sécurité civile ; poursuivre la rénovation des sites opérationnels : telles sont en 2009 les priorités de la mission « sécurité civile ».*

#### DES PROJETS STRUCTURANTS REPOUNDANT AUX PRECONISATIONS DU LIVRE BLANC DE LA DEFENSE ET DE LA SECURITE NATIONALE

- La modernisation du système d'alerte aux populations se traduira par la mise en place d'un dispositif de proximité à base de sirènes réparties sur tout le territoire qui pourront être déclenchées de manière sélective depuis un centre départemental, zonal ou national et par la création d'un centre régional de surveillance des tsunامي

pour la Méditerranée qui sera connecté à terme au système rénové d'alerte des populations.

- Le déploiement sur cinq ans d'une flotte de véhicules, laboratoires mobiles de détection, de prélèvement et d'identification des agents biologique et chimique, et l'acquisition, dès 2009, de onze chaînes de décontamination mobiles renforceront les capacités d'intervention des différents acteurs opérationnels dans la lutte contre la menace NRBC.

L'année 2009 verra le lancement d'une expérimentation relative à la migration de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris (BSPP) vers l'infrastructure nationale partagée de télécommunications ANTARES. Cette migration permettra le remplacement du réseau radio analogique utilisé actuellement par la BSPP. Elle facilitera l'interopérabilité de cette unité chargée de couvrir Paris et la petite couronne avec les services départementaux d'incendie et de secours de la grande couronne, dont la moitié a déjà rejoint l'infrastructure ANTARES.





## Sécurité civile :

Placer la protection de la population  
au coeur de la sécurité nationale

10

### DES INFRASTRUCTURES REHABILITEES ET SECURISEES

La programmation immobilière poursuivra l'important effort d'investissement engagé en 2008 afin d'améliorer les conditions de travail des personnels des formations militaires de la sécurité civile. Aux travaux engagés à l'UIISC 7 de Brignoles, s'ajouteront en effet des opérations dans les deux autres unités basées à Nogent le Rotrou et à Corte. La plus importante concerne, à l'UIISC 1 (Nogent le Rotrou), la restructuration du bâtiment de commandement et d'hébergement des militaires.

Parallèlement à la réhabilitation des bâtiments de unités militaires, un programme de restructuration de cinq sites de stockage de munitions, situés à Jurques, Vimy, Suippes, Laon-Couvron et Souge, sera lancé afin de répondre à leur nécessaire mise aux normes et améliorer la sécurité des opérations de transfert et de stockage des munitions.





Budget 2009 de la sécurité intérieure :  
Assurer la modernisation pour renforcer la sécurité

11

DES PRIORITÉS OPÉRATIONNELLES RÉAFFIRMÉES POUR UNE SÉCURITÉ RENFORCÉE

<i>Consolider les progrès enregistrés dans la résolution des crimes et délits</i>	
Les résultats depuis mai 2007	Les objectifs pour 2009
Taux d'élucidation globale sur la période de mai 2007 à juillet 2008 : 36,7 %	Objectif 2009 : porter le taux d'élucidation global en 2009 à 40 %
Nombre de crimes et délits constatés entre mai 2007 et juillet 2008 : -2,97 % par rapport à la période de mai 2006 à juillet 2007	Objectif 2009 : faire baisser d'au moins 3% le nombre de crimes et délits constatés
Violences aux personnes : baisse pour la première fois en 2008 : -8,28% sur la période de mai 2007 à juillet 2008 par rapport à la période de mai 2006 à juillet 2007	Objectif 2009 : prolonger la baisse de la délinquance de proximité de 5%, ainsi que l'inflexion enregistrée sur les violences aux personnes
<i>Renforcer l'efficacité de la lutte contre l'insécurité routière</i>	
Les résultats depuis mai 2007	Les objectifs pour 2009
Réduction du nombre de tués : -6,87 % sur la période de mai 2007 à juillet 2008 par rapport à la période de mai 2006 à juillet 2007	Objectif 2009 : la réduction de 6% du nombre de tués par rapport à 2008

- *Les priorités spécifiques de la gendarmerie*
- développer l'action entreprise dans le domaine des violences aux personnes, avec une attention



- particulière aux violences intra-familiales.
- réduire durablement le travail illégal et l'immigration irrégulière par un effort ciblé à l'encontre des employeurs d'étrangers sans titre.

- *Les priorités spécifiques de la police*
- améliorer les résultats contre l'économie souterraine et le trafic de stupéfiants
  - intensifier la lutte contre les violences urbaines

UN BUDGET ORIENTÉ VERS LA MODERNISATION DE LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE

*Le 1<sup>er</sup> janvier 2009, la gendarmerie nationale sera placée sous l'autorité organique et fonctionnelle du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales, en conservant son identité et le statut militaire des gendarmes. Modernisation, mutualisation et management sont les maîtres-mots du budget 2009, qui constituera la 1<sup>ère</sup> des cinq annuités de la loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure (LOPPSI).*

- *L'investissement technologique*
- Les véhicules de la police et de la gendarmerie bénéficieront de la géo-localisation, pour améliorer la présence sur le terrain et réduire les délais d'intervention ; ils sont équipés en terminaux et caméras embarqués. La lecture automatique des plaques d'immatriculation (LAPI) facilitera l'identification des véhicules volés. L'équipement en visioconférence et l'enregistrement des gardes à vue des personnes soupçonnées de crime amélioreront l'organisation du travail. La dématérialisation des contraventions et la modernisation des outils de rédaction

## Budget 2009 de la sécurité intérieure :

Assurer la modernisation pour renforcer la sécurité

12

augmenteront également la rapidité de traitement des procédures. Le rapprochement avec les usagers sera marqué par la mise en place de téléservices sur internet permettant le pré-dépôt de plaintes en ligne ; à titre expérimental, elle aura lieu dans les départements de Charente-Maritime et des Yvelines.



### ➤ *L'amélioration de l'équipement et de la protection des policiers et des gendarmes*

Pour assurer dans les meilleures conditions les interventions les plus sensibles, l'équipement des policiers et de gendarmes sera complété par des armes légères de défense, des dispositifs incapacitants non létaux, ainsi que des lunettes de protection, des gilets tactiques et de nouvelles tenues de maintien de l'ordre.



### ➤ *L'accroissement de la capacité d'investigation*

Le déploiement de nouvelles applications d'investigation (ARIANE et FOVES), l'interopérabilité des fichiers FNAED et FNAEG avec les autres fichiers européens et la réorganisation géographique des organismes de police judiciaire et scientifique accroîtront l'efficacité dans la recherche des auteurs et des preuves de crimes et de délits.

La police déploiera de nouveaux outils de lutte contre la cybercriminalité, ainsi qu'une nouvelle version du logiciel de rédaction de procédure ARDOISE. La gendarmerie mettra en œuvre des outils de détection des phénomènes sériels et renforcera ses moyens d'analyse des réseaux de communication.

## UNE GESTION PRIVILÉGIANT LA MUTUALISATION POUR UNE EFFICACITÉ ACCRUE

### ➤ *Une mutualisation stimulée par le rapprochement gendarmerie-police*

Des mutualisations seront mises en œuvre dans de nombreux domaines : formation, moyens aériens, stands de tir, pôles logistiques... Les marchés technologiques et d'armement seront dans toute la mesure du possible passés en commun.

### ➤ *Des restructurations recherchant l'adaptation optimale aux réalités du terrain*

L'emploi des forces mobiles sera recentré vers la sécurité publique, au moyen d'une réduction des tâches périphériques.





**Budget 2009 de la sécurité intérieure :**  
**Assurer la modernisation pour renforcer la sécurité**

13

La police nationale poursuivra le déploiement des unités territoriales de quartiers (UTEQ) et des compagnies de sécurisation dans les quartiers urbains difficiles. En gendarmerie, des réorganisations permettront de concentrer les efforts sur la lutte contre la délinquance. Dans les groupements départementaux les plus touchés par la délinquance seront créées des compagnies de surveillance et d'intervention de la gendarmerie (CSIG). Enfin, l'effort de sécurité routière sera recentré en direction du réseau secondaire.

➤ **La rationalisation des structures immobilières**

Conformément aux décisions de la RGPP, la fonction immobilière sera intégrée au sein du ministère ; des prestations croisées des réseaux de la police et de la gendarmerie seront développées. La remise à niveau et la maintenance des bâti-

ments police et gendarmerie des régions Auvergne et Limousin seront menées en commun. Pour la police, les projets immobiliers permettront la création de l'établissement central logistique de la police nationale à Limoges ainsi que la modernisation des structures logistiques zonales. L'institut national de la police scientifique sera relogé en région parisienne, tandis que l'institut national de la formation des personnels administratifs, techniques et scientifiques (INFPATS) et le centre national d'études et de formation (CNEF) seront regroupés à Lognes (77) avec la direction de la formation de la police nationale et la sous-direction du recrutement et de la formation du secrétariat général. Pour la gendarmerie, l'année 2009 sera marquée par la poursuite des travaux préparatoires du futur pôle national de police judiciaire de Pontoise et du regroupement de la direction générale sur un site unique à Issy-les-Moulineaux.

**UN MANAGEMENT PRIVILÉGIANT LA VALORISATION DES POTENTIELS HUMAINS**

Le budget 2009 s'inscrit dans la volonté de maintenir la capacité opérationnelle de la sécurité



## Budget 2009 de la sécurité intérieure :

Assurer la modernisation pour renforcer la sécurité

14

intérieure, tout en mettant en œuvre les engagements du plan d'adaptation des grades aux responsabilités exercées « PAGRE », dans sa version rénovée, pour la gendarmerie nationale, et du protocole « Corps et carrières » pour la police.

### ➤ *Le respect des engagements pris*

La confirmation du statut militaire des gendarmes s'accompagnera d'une rénovation indicielle et du renforcement de l'encadrement.

L'encadrement intermédiaire de la police sera renforcé avec la création de 2 300 postes de brigadiers, 460 postes de brigadiers majors et 175 responsables locaux d'unités locales de police. Le passage des officiers de police à un régime de cadre se traduit par la revalorisation de la prime de commandement et la résorption du stock d'heures supplémentaires.

### ➤ *L'importance confirmée des personnels de soutien*

Afin d'accompagner l'investissement technologique et le recentrage des policiers et des gendarmes sur leur cœur de métier, la part des personnels de soutien augmente, notamment s'agissant des scientifiques dans la police. La gendarmerie accroît son recours aux personnels civils.

### ➤ *Une culture de la performance et de la réactivité opérationnelle réaffirmée*

37 M€ sont destinés à financer les dispositifs de prime de performance pour la police et la gendarmerie. 54 M€ sont destinés au recours à la réserve opérationnelle. Par ailleurs, diverses mesures destinées au maintien du potentiel opérationnel seront mises en œuvre dans la police, après concertation. Enfin, les mesures visant à mieux fidéliser les personnels de police dans la région Ile-de-France seront renforcées (réservations de logement, places de crèches notamment).





